



LIGUE ITEKA



INTEGRITE -EQUITE -TRANSPARENCE

**POSITION DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE BURUNDAISE
OLUCOME ET LA LIGUE ITEKA ADRESSEE AU FACILITATEUR SON
EXCELLENCE BENJAMIN WILLIAM MKAPA**

1. L'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) et la Ligue ITEKA remercient le Facilitateur (la médiation) pour les avoir invités dans le dialogue inter burundais en cours à Arusha en Tanzanie du 21 au 24 mai 2016. Nos deux organisations lui remercient aussi pour tous les efforts qu'elle fournit en organisant les réunions de dialogue inter burundais dans l'objectif de dénouer la crise politico-sécuritaire qui accable actuellement le Burundi. Cependant, il y a eu des organisations de la société civile burundaise très actives et certains protagonistes directs du Gouvernement du Burundi qui n'ont pas été invités dans ces consultations.
2. Le Burundi vit une période de crise déclenchée avec la contestation des organisations de la société civile burundaise, des partis politiques et une partie de la population burundaise contre la candidature du Président Pierre Nkurunziza aux présidentielles de 2015. Etant donné que le Gouvernement considérait qu'il n'a pas autorisé les manifestations de la population¹, les forces de l'ordre, réprimant ces manifestations ont causé des morts et des blessés ainsi que des emprisonnements en masse. Par la suite, il s'en est suivi de graves violations des droits de l'homme comme les assassinats ciblés, les enlèvements des personnes soupçonnées d'être contre le troisième mandat, de nombreux cas de torture, etc. A cette occasion, des fosses communes ont apparues et ces actes ignobles continuent jusqu'aujourd'hui à se perpétrer dans le pays. Le bilan actuel révélé par les organisations internationales précise qu'il y a eu plus de 700 morts, plus de 270 000 réfugiés, plus de 6000 prisonniers, d'innombrables blessés, des biens matériels publics et privés dégradés et détruits par le feu ou les armes,

¹ Et pourtant la société civile avait bien avant demandé à plusieurs reprises de manifester publiquement, mais le Gouvernement avait toujours refusé sans raison valable.

3. La crise qui secoue le Burundi a également occasionné la suspension des activités de plus de dix organisations de la société civile ainsi que la fermeture et/ou la destruction de 5 stations de radios et de deux télévisions privées. . Aujourd'hui, les leaders des organisations de la société civile indépendante du pouvoir ainsi que les responsables des médias privés indépendants ont fui le pays pour échapper aux assassinats ciblés.
4. Aujourd'hui, la population burundaise vit dans une peur généralisée car ces actes ignobles sont perpétrés par certains agents de l'Etat et les mouvements armés. Aucune couche de la population n'est épargnée de ces violations des droits de l'homme.. Cependant, la catégorie de la population la plus menacée de mort et d'emprisonnement est la jeunesse alors qu'il est le moteur de développement du pays.
5. L'économie du Burundi dégringole du jour au jour car les projets de développement issus du Budget Général de l'Etat exercice 2016 (financés à plus de 90% par l'extérieur) ne sont pas réalisés même si ils sont sur papiers à cause du retrait de la majorité des partenaires techniques et financiers dans l'octroi de l'aide budgétaire et des appuis projets. Ce qui contribue à la dévaluation de la monnaie par la réduction de la quantité des devises et la planche à billets (1 USD contre 2000 Francs burundais), l'élévation du taux de chômage,... Pour ces dix dernières années, le Gouvernement a mis en œuvre deux programmes CSLPI et II (Cadre Stratégique de Croissance et Lutte contre la Pauvreté). Pour la réalisation du CSLP II, le Burundi avait mobilisé une somme de 5 milliards de dollars américains soit 75 mille milliards de Francs burundais mais le taux de croissance estimé pour l'année 2015 de 8 % n'a pas été atteint à cause de la mauvaise gouvernance, de la faiblesse du leadership et du respect des droits de l'homme. A la fin de cette année de 2015, le taux de croissance a chuté jusqu' à -7%. Actuellement, le Burundi est touché par la faim avec un indice de faim d'environ 40% et un taux de malnutrition infantile de plus de 60%. La preuve en est qu'une partie des citoyens burundais mangent difficilement une fois par jour. Le rapport du Fonds Monétaire International (FMI) de 2015 a classé le Burundi le premier pays le plus pauvre du monde. Suite à ces faiblesses en matière de gouvernance, de lutte contre la corruption, de respect des droits de l'homme, de nutrition,, le Burundi est également classé parmi les 10 premiers pays du monde mal cotés dans ces domaines.
6. De cette situation alarmante décrite ci-haut, il se dégage que le Burundi a urgemment besoin d'un leadership incontesté qui puisse sauver le pays de cette naufrage politique, économique et sociale.

Ainsi, l'OLUCOME et la Ligue ITEKA propose au Facilitateur dans la médiation sur la crise burundaise les préalables suivants, qui doivent être mis en application pour le bon déroulement et l'atteinte des meilleurs résultats des pourparlers :

- a. Inviter les représentants des organisations de la société civile burundaise et des média qui ont été affreusement touchés par cette crise en cours notamment **les représentants des organisations de la société civile suspendues, les organisations de la société civile des jeunes ainsi que les représentants des radios indépendantes détruites et qui restent fermées ;**
 - b. Inviter également les représentants des groupes armés existants qui déstabilisent la paix au Burundi, sans lesquels toute accalmie retrouvée serait toujours menacée;
 - c. Exiger au Gouvernement en place et aux groupes armés d'arrêter les violences et les emprisonnements injustes ou/et perpétrés dans tous les coins du pays (assassinats ciblés, les enlèvements des personnes et les tueries de tout genre par les tirs d'armes à feu, les emprisonnements arbitraires, le lancement des grenades, les tortures et les autres techniques horribles de tuer) ;
 - d. Exiger au Gouvernement en place de mettre en application les résolutions issues du dialogue inter burundais organisé par les Nations Unies à Bujumbura depuis mai 2015 entre le Gouvernement et les partis politiques notamment la réouverture de certaines stations de radios privées, de libérer inconditionnellement les prisonniers politiques, d'annuler des mandats d'arrêts contre certains leaders burundais de l'opposition, de la société civile et des médias,,...
 - e. Obliger le Gouvernement en place de lever la mesure de suspension de plus de dix organisations de la société civile burundaise ; amener la communauté internationale et le Gouvernement burundais à garantir la sécurité des biens et des Burundais vivants tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du pays.
7. L'OLUCOME et la Ligue ITEKA demandent au Facilitateur de mettre sur la table de négociations les questions estimées cruciales nécessitant des solutions durables pour que le Burundi termine avec le cycle des violences et de sous-développement :
- a. Le respect de l'accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation et la constitution burundaise ;
 - b. Comment sortir de la pauvreté qui sévit la population burundaise ?

8. Etant donné que les burundais souffrent énormément plus d'une année, l'OLUCOME et Ligue ITEKA demandent au facilitateur d'accélérer le processus de dialogue inclusif inter burundais entre le Gouvernement en place et ses vrais protagonistes afin d'amener les participants aux pourparlers à générer des solutions durables à tous les problèmes qui hantent le Burundi pendant un mois au maximum.

Fait à Arusha, le 23 mai 2016.

Pour l'OLUCOME

Gabriel RUFYIRI
Président

Pour la Ligue Iteka

Anschaire NIKOYAGIZE
Président